

## ANNEXE 1 –Verbatim des différents cas de plainte

[REDACTED]

Signalement #548 : « Nous avons reçu un appel à l'écoute d'un message enregistré émanant du 06..., le 8 juin vers 19h45.

Nous sommes inscrits à BlocTel et notre numéro n'est pas public.

Je considère ces pratiques intrusives. ».

Signalement #392 : « Ce message est bien évidemment non sollicité, je ne suis lié de près ou de loin à ce candidat. Mon numéro de mobile est sur liste rouge, inscription BlocTel... ».

### 2/ Français de l'étranger

En 2012, deux tiers des signalements provenaient des Français de l'étranger. En 2017, cette proportion semble s'être largement inversée (80% des sollicitations reçues par la CNIL provenant de France continentale) bien que le nombre total de saisines par des Français de l'étranger reste important.

Sur le fond, les difficultés restent les mêmes : les Français de l'étranger continuent d'ignorer que les coordonnées électroniques qu'ils fournissent lors de leur inscription au registre consulaire figurent sur les listes électorales consulaires, dont tout électeur et parti peut prendre communication et copie.

La solution portée par la Commission : la possibilité de fournir deux adresses électroniques.

[REDACTED]

Comme pour la communication politique dans l'hexagone, on note de plus en plus que le moindre mail non sollicité est qualifié de « spam », quand bien même ceux-ci résulteraient de la loi et quand bien même « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. ».

[REDACTED]

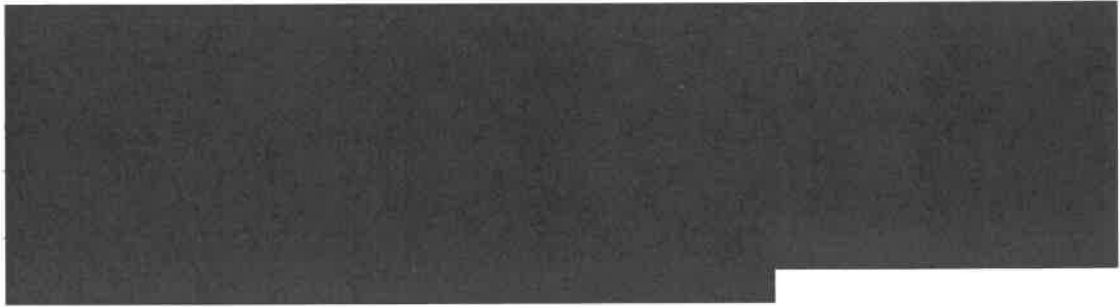
[REDACTED]

[REDACTED]

Signalement #104 : « Les adresses mail des listes consulaires [REDACTED] sont fournies aux différents partis qui nous contactent.

Nous n'avons pas donnée nos adresses dans le but de les voir partagée à tous les partis, mais pour des raisons de sécurité et information.

Si les partis souhaitent nous faire passer leur propagande, cela devrait se faire via l'ambassade qui relaierai l'ensemble des programmes dans un même mail. A l'image de la propagande physique distribuée dans une seule enveloppe en France sans que les partis aient connaissance de l'ensemble des adresses. ».



### **3/ Prospection par mail :**

#### **\* L'origine des données :**

Signalement #497 : « Les gens se demandent comment [REDACTED] a fait pour obtenir les numéros de portables privés, ainsi que leurs adresses emails. Je tiens à préciser que [REDACTED] est un habitué des pratiques inhabituelles (voir les articles du Parisien sur le net le concernant ).».

Signalement #569 : « Ai reçu deux SMS du parti X me demandant de voter pour eux alors que je ne suis pas adhérente. Je n'ai jamais donné mon autorisation, je me demande comment mon numéro de téléphone a pu leur être fourni. Je conteste et m'insurge !! Puis-je déposer une plainte ? ».

#### **\* L'exercice des droits (accès et opposition principalement) :**

Signalement #92 : « Après plusieurs tentatives de désinscription, je reçois toujours les mails. Je l'ai aussi signalé via les réseaux sociaux (Twitter), mais c'est resté sans réponse. ».

Signalement #533 : « J'ai reçu un mail du candidat alors que je n'ai pas fourni mon adresse. D'ailleurs, je veille à cocher systématiquement un refus de mails commerciaux de toute sorte. ».

### **4/ Détournement de finalité**

Demande d'information : « J'ai reçu par email un appel à voter pour une candidate à la députation. Le Monsieur qui nous l'a envoyé a profité de son mandat de maire et de vice-président de la communauté de communes pour avoir toutes les adresses email des conseillers municipaux dont je fais partie. ».

Demande d'information : « Je vous contacte car je suis inscrite à la newsletter de la commune où j'habite. Cette newsletter se limite à la diffusion de l'agenda de la commune : fêtes, événements ou actions de la mairie.

J'ai récemment constaté que j'avais été rajoutée à mes dépens à la liste de diffusion d'un candidat se présentant aux législatives et qui est adjoint au maire. ».

Signalement #496 : « Mon fils étudiant à [REDACTED] a reçu une lettre de celle-ci donnant une consigne de vote pour un candidat sur sa boîte mail.  
Je suis choquée de cette pratique venant d'un établissement public. ».

Cas particulier du candidat à une consultation de primaire qui appartient à un parti au début et à un autre à la fin tout en continuant d'utiliser le fichier des adhérents du premier parti (plusieurs cas signalés) :

Plainte : « Monsieur X., candidat aux élections législatives [REDACTED] m'adresse des mails alors que je ne l'ai pas autorisé et en utilisant le fichier d'un parti politique [REDACTED] dont il n'est pas le candidat. ».

Signalement #521 : « Je n'ai jamais communiqué mon adresse mail à ce candidat, ni à son équipe, ni au parti auquel il appartient.  
Il ne peut avoir eu mes coordonnées qu'en les volant au parti X dont il partage les locaux pour sa campagne électorale.  
Par ailleurs, le mail ne me donne pas la possibilité de demander la suppression de mon adresse de la base de données. ».

Signalement #90 : « Ayant voté lors des primaires de la gauche et du centre en 2012, j'avais accepté de recevoir les informations en lien avec cette élection et le candidature et les suites apportées. Hors je reçois aujourd'hui de la part de cette même adresse email [REDACTED] des propositions en lien avec [REDACTED] dans cet email, aucune mention légale, aucun lien de désabonnement... Je vais leur adressé une demande de suppression mais je suis profondément choqué par le fait que les bases de données aient pu transiter vers un parti qui n'a, à aucun moment, participé aux primaires 2017 et, a fortiori 2012. Il serait intéressant de leur demander des comptes sur la manière dont ces données ont été acquises. ».

## **5/ Question de l'exercice des droits des mineurs (militants ou ayant 18 ans l'année du vote) participant aux primaires**

